



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Décision n° 07-2023-04-20-00003

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement
société JINWANG EUROPE à LA-VOULTE-SUR-RHÔNE**

**Le Préfet de l'Ardèche
Chevalier de la légion d'honneur**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.171-1 ;

VU le décret NOR INTA2100151D du 6 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX en qualité de préfet de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé qui dispose que le volume d'activité autorisé pour la rubrique 4510-2 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) est de 50 tonnes pour la fabrication et le stockage de composés du nickel et du cobalt ;

VU l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé qui dispose : « Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Ardèche avec tous les éléments d'appréciation. » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées référencé 20230330-RAP-DAEN0366, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 05/04/2023, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du Code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18/04/2023 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 3 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

« Lors de l'inspection du 03/03/2023, la quantité de produits classés sous la rubrique 4510 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) présents sur le site est de 58 t.

L'exploitant ne respecte pas la quantité maximale autorisée sur le site pour la rubrique 4510 de 50 tonnes pour la fabrication et le stockage de composés du nickel et du cobalt. » ;

CONSIDÉRANT qu'un dépassement avait déjà été constaté lors de la visite d'inspection du 1^{er} octobre 2021 et lors de celle du 20 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'augmentation de la quantité de produits classés sous la rubrique 4510 entraîne une augmentation des risques de pollution ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 3 mars 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : L'exploitant n'a pas transmis de dossier concernant les modifications survenues sur son site. La prise en compte de ces modifications dans la révision de l'étude de dangers n'est pas suffisante ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les modifications apportées aux installations n'ont pas été prises en compte dans le dossier d'autorisation et n'ont pas fait l'objet d'étude concernant en particulier leur impact sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société JINWANG EUROPE de respecter les prescriptions de l'article 1.2 et de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche :

DÉCIDE

Article 1 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en s'assurant que la quantité de produits classés dans la rubrique 4510 ne dépasse pas 50 tonnes **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en portant à la connaissance du préfet de l'Ardèche les modifications apportées aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de LYON, ou adressé par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de LYON.

Article 6 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Ardèche, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de LA-VOULTE-SUR-RHÔNE, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Privas, le

20 AVR 2023

Le préfet,



Thierry DEVIMEUX.

